

Public Opinion on Legitimacy of UN Sanctions

FRANCE REPORT (FRENCH)

Des Français plutôt peu favorables au principe de sanctions des Nations Unies à l'encontre des Etats délinquants

- ***A l'échelle mondiale, une opinion nationale plutôt réservée***

Parmi les 61 pays interrogés, les Français se classent à la 43^e position en matière d'acceptation du principe de sanctions de l'ONU prévoyant des interdictions des échanges commerciaux avec des Etats délinquants. Il est intéressant de noter que l'indice d'approbation du principe des sanctions* par les Français (21) est légèrement supérieur à l'indice moyen mondial (11)...mais qu'il est très inférieur à l'indice moyen de l'Europe de l'Ouest (44).

Ce résultat place la France sur un autre plan que ses voisins Ouest-Européens comme le Portugal (60), l'Italie (53), l'Allemagne (51), les Pays-Bas (51), la Suisse (43), l'Irlande (42), le Royaume-Uni (39) et l'Espagne (38). Il est intéressant de noter que le niveau d'acceptabilité chez les Français des sanctions de l'ONU contre les Etats est proche de celui exprimé par des habitants de pays ayant connu des situations nationales plus complexes comme la Grèce (27), l'Afghanistan (26), la Bosnie-Herzégovine (25), le Pakistan (25), l'Algérie (24), la Russie (23).

Les pays dans lesquels les habitants soutiennent le plus fortement les sanctions de l'ONU sont l'Arménie (89), la Corée du Sud (77) et la Finlande (68). Les pays dans lesquels les habitants sont les plus opposés aux sanctions de l'ONU se situent en Asie, il s'agit de la Chine (-39), de l'Indonésie (-46) et de la Thaïlande (-52).

A l'échelle des continents, on observe que les indices de soutien les plus forts aux sanctions de l'ONU se trouvent en Europe de l'Ouest (44), en Amérique du Nord (35), en Afrique (30) et en Europe de l'Est (29). A contrario, l'Amérique latine (15) se rapproche plus de la moyenne mondiale (11) et devance la zone Moyen-Orient/Afrique du Nord (4) ou la zone Est de l'Asie (-18).

En termes de comparaison, il est intéressant de noter que les opinions des Français se rapprochent plus de celles des habitants de pays d'Europe de l'Est (29) que de celles de nos voisins immédiats (Europe de l'Ouest : 44). En effet, les résultats français sont proches de ceux de pays comme la Roumanie (17), la Pologne (26) ou encore la Russie (23), mais ils diffèrent très nettement de ceux de pays plus proches sur le plan des institutions et de la puissance économique comme les Pays-Bas (51), l'Allemagne (51) ou le Royaume-Uni (39).

- ***Une tradition française de réticence à l'égard de la notion d'ingérence internationale***

Compte tenu de l'importance des valeurs universelles, des droits de l'Homme et de la morale, l'ONU paraît être un terrain d'expression privilégié pour la France. Cependant, une certaine méfiance existe entre les Français et les Nations Unies, alimentée par l'Histoire. L'ONU est en effet qualifiée de « machin » par le Général de Gaulle dès 1960, un Président qui montrera en 1966 son attachement à

la souveraineté nationale en se retirant de l'OTAN. Plus récemment, c'est un discours de Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires Etrangères, devant le Conseil de sécurité des Nations unies exprimant les réticences françaises à une intervention militaire alliée contre l'Irak qui a fortement marqué les Français (la popularité du Président Jacques Chirac était passée entre février et mars 2003 de 61% à 69% de « bonnes opinions »). Ce discours s'inscrivait dans la continuité d'une action internationale française ancrée dans la recherche de solution pacifique et la réserve à l'égard de la notion d'ingérence internationale.

Dans le détail, on observe que c'est pour les sanctions de type 1 (contre un pays qui effectue une attaque militaire injustifiée contre un autre pays) et 4 (contre un pays qui fournit un soutien financier à des groupes terroristes) que l'indice d'approbation est le plus bas, avec respectivement des indices de 15 et 13. Pour les sanctions de type 5 (contre un pays qui destitue un gouvernement démocratique élu) et 6 (contre un pays qui viole les lois sur la protection de l'environnement), les indices d'approbation des interventions de l'ONU par les Français sont tout de même légèrement plus élevés (19 et 21). Enfin, c'est relativement aux sanctions de type 2 (génocide ou massacre d'un groupe national) et de type 3 (violation des obligations de non-prolifération nucléaire) que l'on retrouve les indices d'approbation les plus importants (30 chacun).

Sur le plan sociodémographique, on observe, sur le plan mondial, que l'indice d'approbation est plus élevé chez les hommes (41, femmes : 33), les personnes âgées de 35 à 54 ans (39, contre 34 pour les 55 ans et plus) et aux revenus élevés (45 ; bas revenus : 31). En revanche, il est plus bas chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation (30 contre 42 chez les personnes ayant un haut niveau d'études).

COUNTRY-WISE (RANK ORDER RESULTS- HIGH TO LOW)

GLOBAL PUBLIC OPINION ON LEGITIMACY OF INTERNATIONAL SANCTIONS (June 2015)

Q19. Sometimes the United Nations (UN) imposes sanctions or punishments against a country by banning other countries to trade with certain individuals, groups or businesses in that country. For each of the following, do you strongly support, support, oppose or strongly oppose such punishment by the United Nations if a country?

		Average of Net Averages of 6 Type of Sanction
Global average		11
Rank Order Results (High to Low)	Armenia	89
	Korea, Rep (South)	77
	Finland	68
	Austria	66
	Vietnam	64
	Portugal	60
	Lebanon	59
	Italy	53
	Ukraine	53
	Germany	51
	Netherlands	51
	Latvia	48
	Iceland	48
	Australia	48
	Sweden	47
	Fiji	45
	Canada	45
	Czech Republic	44
	Switzerland	43
	Ireland	42
	Bulgaria	41
	India	40
	Kenya	39
	Turkey	39
	Nigeria	39
	United Kingdom	39
	Spain	38
	United States	35

Bangladesh	34
Kazakhstan	31
Mexico	30
Belgium	30
Ecuador	29
Greece	27
Japan	26
Poland	26
Afghanistan	26
Bosnia and Herzegovina	25
Pakistan	25
Brazil	24
Algeria	24
Russian Federation	23
France	21
Peru	21
Hong Kong	20
Romania	17
Malaysia	14
Kosovo	9
Georgia	8
Macedonia	0
South Africa	-3
Serbia	-5
Palestinian territories (West Bank and Gaza)	-11
Philippines	-12
Colombia	-15
Argentina	-16
Panama	-16
Morocco	-25
China	-39
Indonesia	-46
Thailand	-52
Weighted according to total national population of each country in the sample SOURCE: WIN Gallup International Annual Global Poll/ EOY, December 2014	



NATIONAL SPOKESPERSON (FRANCE):

Jean-Michel Lelievre

Email: consultants.international@bva.fr

METHODOLOGY:

Country	Firm	Email	Methodology	Sample	Coverage	Population	Pop.represented by sample	Field Dates	Age Brackets	Weighting factors
FRANCE	BVA	pascal.gaudin@bva.fr	Online	1000	National	66,030,000	50,892,994	October 20th-October 23rd, 2014	15+	No

Please Note: In case of any unintended error, misrepresentation or omissions please write to Maham Saleem (maham.saleem@gallup.com.pk) and CC to Natacha Vanasse (nvanasse@wingia.com).



Disclaimer: Gallup International Association or its members are not related to Gallup Inc., headquartered in Washington D.C which is no longer a member of Gallup International Association. Gallup International Association does not accept responsibility for opinion polling other than its own. We require that our surveys be credited fully as Gallup International (not Gallup or Gallup Poll). For further details see website: www.Gallup-international.com

In no event shall WIN Gallup International Association, its Member Companies, or its agents or officers be liable for any damages whatsoever (including, without limitation, damages for loss of profits, business interruption) arising out of the use of or inability to use the materials. As a user of this report, you acknowledge and agree that any reliance upon, or use of any information made available through this report shall be entirely at your own risk. Subject to any implied terms which cannot be excluded by law, WIN Gallup International Association and its related entities (including any directors, officers, employees and agents) shall not be liable for any loss or damage, whether direct or indirect, and however caused, to any person arising from the use of (or reliance upon) information provided on and made available through this report.